

LES LENTILLÈRES FACE À LA POLITIQUE DE LA VILLE



Interview de Yannick Sencébé

**Retranscription de l'interview de Yannick Sencébé,
pour l'émission "Vacarme en Réunion"**

Enregistrement 2015 - Retranscription 2019 pour Dijoncter.info



Yannick Sencébé est professeur de sociologie à Agro sup' Dijon. Elle travaille sur l'avalement des terres agricoles par les métropoles, et est engagée dans la défense du Quartier Libre des Lentillères [1].

Dans ce long entretien-radio réalisé par l'émission *Vacarme en Réunion* en 2015, elle revient sur les décisions prises par Dijon-Métropole en matière d'urbanisme et sur la nécessité de défendre le Quartier Libre des Lentillères

Beurk...

[1] Occupation de terres agricoles au sud de Dijon, sur 9 ha de l'ancienne ceinture maraîchère de la ville. Depuis 2010, l'occupation est devenue un véritable quartier plein de vie. La mairie a annoncé en 2019 l'abandon d'une partie de l'éco-quartier qui menaçait les terres, mais 2 ha en sont toujours menacées, ainsi que l'autogestion de la zone.

Les élus dijonnais parlent beaucoup de la croissance démographique à Dijon, est-ce que tu peux nous expliquer pourquoi ?

Dijon est une ville de 250 000 habitants qui rêve d'accéder au Graal de 300 000 habitants, parce que ça lui permettrait d'accéder au statut de grande agglomération ou de métropole.

Pour comprendre, il faut savoir que le choix national qui a été fait en terme d'aménagement du territoire, c'est de s'appuyer sur des grandes métropoles vers lesquelles on va injecter des ressources. Ces métropoles vont capter toutes les ressources de l'État, et auront aussi pas mal de pouvoir en terme d'aménagement et de politique locale.

Depuis les années 80, on est passé d'un État assez centralisateur, où les communes avaient peu de pouvoir, à différentes phases de décentralisation. Ça a favorisé localement la mise en place de "baronnies" - comme on dit - avec des élus qui sont assez jaloux de leurs prérogatives, de leurs compétences, et qui finalement sont en concurrence les uns avec les autres, avec les maîtres-mots d' "attractivité du territoire", de "croissance", etc. Chacun va développer des politiques qui visent à attirer les jeunes, les cadres sup', les entreprises innovantes... Finalement chacun fait à peu près la même chose : partout dans les villes moyennes on va retrouver le tramway, le zénith, les mêmes aménagements, les mêmes types d'urbanisme. C'est assez classique, la

mise en concurrence favorise l'homogénéisation, chacun cherche à attirer de la même façon.

D'une part, ça génère du gaspillage d'argent public et surtout de terres agricoles : chacun veut son grand projet, ses zones industrielles. Et d'autres parts, ce mouvement se fait aussi au détriment des petites villes et de la campagne, qui deviennent des zones de déversoir pour des activités polluantes, des zones résidentielles ou des dortoirs, ou des poumons verts pour que les urbains aillent s'oxygéner. Il n'y a pas vraiment d'équilibre ville-campagne, la campagne est au service de la ville.

Voilà le cadre un peu général. Ça ne vient pas de nulle part, c'est l'idée que avec l'Europe, on est en concurrence : il faut des grandes régions pour capter les étudiants étrangers, les start-up,... Et qu'il y a une sorte de séduction vis-à-vis de modèles qui viennent d'ailleurs. On a l'impression qu'on a trop de communes, qu'il faudrait des plus grandes villes, de plus grandes régions. Une idéologie de la grande taille, comme si c'était en soi une bonne chose. On s'aligne sur un modèle européen qui au fond n'existe même pas, puisque les autres pays, y compris l'Allemagne, ont aussi des petites régions, des petits lander. Mais ça s'accorde parfaitement avec le discours néo-libéral de mise en concurrence, de libéralisation, de strat-up, d'économie numérique. Et un certain nombre de grands élus tiennent à ce genre de modèle.

On nous parle aussi beaucoup de densification...

Dijon, le discours c'est de dire d'une part « il faut construire des logements pour loger les habitants, il y a une crise du logement, on répond à un besoin social ». D'autre part, « on préserve les espaces agricoles donc on densifie, on reconstruit la ville sur la ville ».

Et en fait, quand on regarde les statistiques et qu'on creuse un peu les diagnostics territoriaux faits à Dijon pour le PLU, on se rend compte que l'Insee dit que Dijon-ville a une tendance au vieillissement de sa population et ne va pas se développer démographiquement. Et en face, on a des élus qui vont se servir de cet argument pour dire : « La tendance est faible, il faut qu'on l'inverse, donc il faut qu'on construise pour attirer des gens. » Et les gens, ils vont pas aller les chercher à Montpellier ou à Paris, mais à Saulieu, dans la Nièvre, dans les campagnes autour. On va donc absorber la campagne pour pouvoir faire de Dijon la "Capitale des ducs"... Et même "l'éco-capitale" maintenant.

On construit donc des éco-quartiers à tout va, en nous disant qu'il faut loger les gens, alors qu'on les fait venir. Il y a 7100 logements vides à Dijon, soit 8%

des logements. C'est une des choses qui étaient soulignées dans les analyses, c'est qu'il y a une très forte croissance de logements vacants, et notamment dans les grandes villes. C'est un scandale quand on voit les problèmes de logements, les gens à la rue... Et en même temps on a des élus qui font des programmes de construction à tout va, sans doute parce que ces logements sont vétustes ou vieux, et ne correspondent plus à ce qui est sensé faire rêver suivant les standards actuels. Et ça entraîne une gabegie de moyen, d'espace et d'argent public parce que ça coûte cher.

Voilà pour la politique de la ville en terme de logement.

« On construit donc des éco-quartiers à tout va, en nous disant qu'il faut loger les gens, alors qu'on les fait venir. »

Actuellement sur les éco-quartiers on ne sait pas du tout quel est le taux de remplissage et de vente, apparemment il y a quelques questionne-

ments qui commencent à faire jour sur la difficulté à occuper tous ces logements... Parce qu'on est à Dijon, pas à Montpellier, et je ne suis pas sûre que cette politique de logement ait véritablement pris en compte les besoins à Dijon ou qu'elle ait élaboré une autre vision que simplement de vouloir passer la barre de 300 000 habitants. On construit à tout va sans se poser la question de s'il y aura des gens pour

habiter ces lieux ou si on est en train de gâcher une partie des espaces de respiration qui restaient sur la ville.

C'est justement un de ces éco-quartiers qui menacent de détruire le Quartier Libre des Lentillères...

Sur les Lentillères il y a 1500 logements qui sont prévus, c'est énorme ! Si on prend une moyenne de 2 habitants par foyer - ce qui est faible à mon avis - on est déjà à 3000 personnes, c'est un petit bourg. La phase 1 du projet est en construction, il y a déjà des prospectus magnifiques qui mettent en vente les

logements. La phase 2 - qui n'aura pas lieu j'espère - est prévue pour plus tard, parce que la phase 1 va mettre encore des années à être finalisée et être remplie. On peut espérer que dans cet intervalle on pourra renforcer l'expérience et faire comprendre l'intérêt de maintenir ce lieu qui répond à des vraies aspirations, une expérience assez unique à Dijon et qui ne compromet pas du tout la possibilité des dijonnais à se loger. Et l'argument qui consiste à dire qu'il faut construire pour baisser les prix de l'immobilier est faux et fallacieux : d'abord parce qu'il y a des logements vides, et ensuite parce qu'il existe d'autres leviers pour baisser les prix.



Est-ce que tu peux nous en dire plus sur ces fameux "éco-quartiers" qui voient le jour un peu partout dans Dijon ?

Alors, je me suis un peu intéressée à la question parce que j'ai travaillé sur le dossier de l'éco-cité "Jardin des maraîchers", prévu en lieu et place du Quartier des Lentillères.

Précisons déjà que cette "éco-cité" n'aura pas le label "éco-quartier", qui est un label un peu mou, avec un cahier des charges un peu lâche. Au moment de l'enquête publique, en 2013, il y avait des tas de questions qui n'étaient vraiment pas claires, des questions environnementales comme l'évacuation des eaux par exemple. Des choses qui risquent de poser des problèmes. Il n'y a pas non plus de réflexion sur les transports. Ce qui a été imaginé par l'architecte - qui ont beaucoup d'imagination, ils n'ont pas fait des études pour rien ces gens-là... - c'était le concept de "voiture apaisée" : il y aura des bagnoles comme partout, mais elles seront "apaisées", elles rouleront moins vite.

J'ai l'impression que chaque époque architecturale produit ses mythes et ses

idéologies. Il y a eu Le Corbusier à un moment donné, on voit ce que ça a donné... Aujourd'hui c'est l'écoquartier. C'est pensé par un architecte, qui peut être très bon dans son domaine, mais qui malheureusement s'entoure très peu de citoyen·nes. Il y a quand même chez les architectes ce sentiment un peu démiurgique qu'ils sont capables de créer la cité, de créer la ville pour les autres, sans prendre le temps de consulter quiconque. Là c'est exactement ce qui s'est passé.

« Il y a chez les architectes ce sentiment un peu démiurgique qu'ils sont capables de créer la cité, de créer la ville pour les autres, sans prendre le temps de consulter quiconque. »

Finalement, cet éco-quartier, je ne vois pas ce qu'il a de différent d'un grand ensemble des années 60, sauf qu'il est pensé dans les années 2010 et qu'on a un peu fait bougé les lignes au niveau esthétique.

C'est une façon de construire ex-nihilo un ensemble qui se veut cohérent, pensé par une personne...

ou plutôt une équipe. C'est absolument anti-démocratique.

Sur l'écocité des maraîchers, Michelin - l'architecte du projet - s'était targué de toujours prendre en compte l'esprit des lieux. En réalité il n'y a rien de plus contraire à ça : l'éco-quartier c'est *taboula rasa*, on repart de zéro sur de "bonnes bases" - et les bonnes bases de

2015 je ne sais pas comment on les regardera dans 30 ans mais on va rigoler. Ou pleurer.

Même si on a verdit l'aspect urbaniste, comme on fait de la croissance "verte", le fond est toujours le même : on construit la ville sans ses habitants, on brasse beaucoup d'argent, on ne donne pas lieu à l'imagination des habitants, on part de concepts appris dans des écoles d'architecture, qui sont répliqués à l'envie dans toutes les villes avec de petites nuances pour faire croire qu'on s'adapte au lieu.

On voit bien les places minéralisées, c'est les mêmes partout. La place de la Libération à Dijon, avec ses jets d'eau, pas un seul arbre, on la retrouve partout, c'est une espèce de mode. On a quelques architectes en France qui vont penser tous les lieux de toutes les villes, standardisés, et avec une orientation très précise au niveau de la surveillance et de la prévention situationnelle par exemple.

C'est pareil pour les éco-quartiers, complètement aseptisés, ça fait froid dans le dos parce qu'on sent que les architectes pensent les choses à la place des gens. On les inscrit même sur le dessin, en 3D, on met un couple, on met des enfants... On nous donne l'impression qu'on peut créer la ville et même ses habitants, parce qu'effectivement on va créer les pratiques possibles, les pratiques non voulues, les interdits, etc. avec pleins de petites choses bien

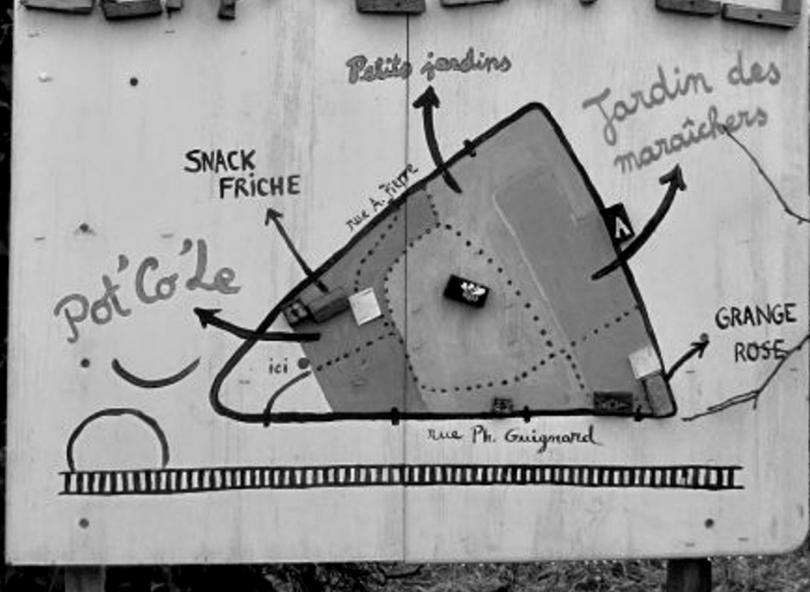
résidentialisées. Il faut bien séparer la rue de ses ensembles, etc.

On voit bien comment le concept d'espace vert, qui désigne parfois juste un carré d'herbe en bas d'un immeuble, devient la manière de valoriser quelque chose qui existait déjà, qui était un espace vide, et qui laissait la place aux usages incontrôlés des habitants : les gens qui zonent, qui se posent, qui promènent leur chiens etc. Et pour transformer ces espèces de marges incontrôlées, on y met un concept, c'est un espace vert, donc plus personne ne peut s'y poser, les choses sont réglementées, on n'y fait pas un barbecue, parce qu'on l'a valorisé et conceptualisé

Oui, c'est la prévention situationnelle. Les formes urbanistiques, l'agencement des lieux vont orienter les pratiques. Quelque part dans la pratique de l'architecte, il y a une tendance potentiellement totalitaire, cette impression de pouvoir donner lieu à la vie des gens. Cet architecte, Michelin, n'est jamais venu à la rencontre des habitant-es, il n'y a eu aucune concertation.

Il n'y a pas eu de débat public ?

En France, pour des raisons historiques, il n'y a pas du tout de culture de la concertation ou de la participation citoyenne. Il y a eu un État jacobin, très



présent, qui prenait en charge la vie des gens. La loi de 1901 a été une conquête, celle de pouvoir s'organiser, parce que avant il y avait l'État et le citoyen et rien entre les deux.

Les élus locaux vont avoir l'impression que leurs citoyens sont des enquiquineurs : faudrait pas quand même que ces associations, ces habitants lambda ne nous mettent des bâtons dans les roues, ils comprennent pas bien, on leur expliquera, mais enfin on fait ça pour leur bien quoi...

La loi sur l'urbanisme oblige à mettre en place des enquêtes publiques quand il y a des grands projets, et la conception française de ces enquêtes publiques, ce n'est ni la participation ni la conception, c'est la consultation une fois que les choses sont bouclées.

C'est ce qu'on a vécu au Quartier des Lentillères. C'est-à-dire que le PLU a été révisé, l'enquête publique a été ouverte,

un commissaire-priseur a été nommé. Ce sont des fonctionnaires à la retraite qui ont eu des hautes fonctions et qui ne sont pas toujours très ouverts, ils sont payés très très cher en plus de leur retraite et font absolument ce qu'ils veulent. Ils ont le pouvoir de faire participer les gens, mais s'ils ne veulent pas, on n'a aucun contre-pouvoir.

C'est ce qui est arrivé pendant l'enquête sur l'éco-cité des maraîchers. Les jeux étaient complètement faussés. On pouvait bien s'exprimer, laisser des écrits sur le registre, rien n'était pris en compte. Et pourtant on est un certain nombre de militants à avoir vraiment bien bossé sur les dossiers, à avoir bien décortiqué les enjeux, avec les lois sur l'eau etc. mais rien n'a été pris en compte. Donc c'est vraiment une concertation de parade, de la poudre aux yeux. On a aussi eu une réunion de quartier, avec les élus et les représentants de l'architecte. On vous présente le projet et on attend vos

applaudissements. Il est bouclé, il est comme ça, est-ce que vous avez des questions ? Donc aucune consultation. C'est ce qui est souvent reproché... Les sociologues urbains le mettent souvent en avant.

Actuellement, l'urbanisme participatif est inexistant et en ça le Quartier des Lentillères est un exemple, parce que là pour le coup on a refait un quartier avec ses habitants et ses usagers, sans architecte et sans demande de subvention.

Toi tu penses qu'à la construction ex nihilo, on peut opposer la manière dont le Quartier des Lentillères est habité ? Une manière d'être ancré-e ?

Oui. Et si on réfléchit, cette manière d'habiter disparaît seulement de façon récente finalement. Dans les villages, rien n'a été pensé par des architectes, l'habitat participatif est encore là, partout autour de nous. Tous les cœurs de village ont été construits par leurs habitant-es. D'ailleurs c'est pour ça qu'on a fait de l'hyper dense, parce qu'ils voulaient pas s'embêter à faire des murs à chaque fois, alors ils ont construit les uns sur les autres pour limiter le nombre de murs.

C'est des cœurs qui étaient vivants, et qui étaient faits par leurs habitants, pour autant ça tient debout ! Il ne faut jamais croire que ce qu'on vit actuellement est là depuis le capitalisme, c'est tout récent en fait. Et au niveau des architectes, je pense que c'est un aboutissement de la

division du travail et de ce que Debord appelle la société du spectacle, la vie devient un spectacle qui est pensé par d'autres.

J'ai l'impression que sur les Lentillères, ce qui permet la réappropriation totale de l'endroit, c'est aussi que comme c'est un lieu qu'on a arraché, on n'est pas soumis à toutes les réglementations habituelles, les normes d'habitat,... Même si tu ne peux pas gêner les autres pour autant.

Oui, c'est quand même le vivre ensemble qui fait règle. Après ça pose d'autres questions, on en est venu à un tel niveau de réglementations que ça devient un peu n'importe quoi.

La rue où j'habite, qui est liée à de l'auto-construction d'après-guerre, par des populations précaires, des immigrés italiens, tunisiens, etc. qui étaient dans la maçonnerie et qui ont construit leur maison, ça serait impossible aujourd'hui !

Le Quartier des Lentillères, moi j'y suis depuis le début et je suis assez effarée (au bon sens du terme) de voir comment ce lieu qui était une friche est devenu un quartier sans qu'il y ait besoin de planification, en tout cas pas une planification descendante, d'autorité extérieure, mais par l'autogestion, par des assemblées générales, par l'auto-organisation qui s'est faite petit à petit. On a su assez bien gérer l'arrivée de nouvelles personnes, on part de zéro, en

terme d'accueil de personnes nouvelles c'est pas rien de les accueillir, de faire en sorte qu'elles trouvent leur place sans remettre trop en question la nature, qui avait aussi pris ses droits. Conserver les haies, les arbres, et tout ça fonctionne quand même très très bien. Et en plus ce qui me rassure aussi, c'est que finalement je trouve cette auto-organisation très harmonieuse. C'est peut-être un goût personnel, mais quand on se balade dans les petits jardins, c'est incroyable de voir comment un humain, qui s'établit au sol, quand il est responsabilisé et en collectif, il va faire des cheminements, des agencements, à la fois super diversifiés - parce que chaque jardin a sa personnalité - et très cohérent.

Et ça c'est un peu la magie du lieu, moi je me dis "en fait je suis en train d'observer la spatialisation du social", voilà comment l'humain s'installe quand il n'est pas gêné par des choses absolument rigides, qui n'ont plus trop de sens finalement. Et ça permet beaucoup plus l'expression de ce que chaque personne peut apporter. Si on prend la rue de la Liberté par exemple, tout est codifié, et il n'y a quasiment plus moyen de s'approprier quoi que ce soit. Les Lentillères, c'est un lieu qui permet aux personnes d'être des humains, d'être imaginatifs, créatifs, et c'est pas forcément quelque chose que les élus veulent, parce qu'ils en ont peur.

Je pense qu'il y a un vrai enjeu dans la manipulation de nos rapports aux lieux. D'un côté il y a sa manipulation par le pouvoir : l'injonction à la mobilité, la volonté qu'on n'ait pas d'attache, qu'on soit disponible pour tout engagement à tout moment où que ce soit, à faire du réseau, à faire de nouveaux projets sans cesse. Et de l'autre, il y a dans les luttes actuelles, des zad par exemple, ce que j'appelle l'empaysanement des luttes urbaines : il y a comme une réappropriation des vertus de l'enracinement, y compris paysans, face au rouleau compresseur du néo-capitalisme, et de cette société par projet.

C'est une lutte capitale, parce que si le néo-capitalisme réussit à maîtriser notre rapport à l'espace, on sera dans une forme de pouvoir assez total, de nos rapports aux lieux, aux liens, à ce qu'il y a de plus intime. ■

**Plus d'informations sur le
Quartier libre des Lentillères**
lentilleres.potager.org

Contact
tierraylibertad@potager.org



Depuis quelques années, les élus dijonnais ne parlent que de croissance démographique. Que celle-ci soit redevenue positive après une politique ultravolontariste semble être une de leur plus grande fierté.

Mais cette course folle à la construction et à la croissance répond-elle à un quelconque besoin des habitant-es ? D'où viennent ces nouvelles normes urbanistiques, et pourquoi toutes les grandes villes se ressemblent-elles ?

Yannick Sencébé est professeur de sociologie à Agro sup' Dijon. Elle travaille sur l'avalement des terres agricoles par les métropoles, et est engagée dans la défense du Quartier Libre des Lentillères.

Dans ce long entretien-radio réalisé par Vacarme en Réunion en 2015 et retranscrit pour le site dijoncter.info en 2019, elle revient sur les décisions prises par Dijon-Métropole en matière d'urbanisme et sur la nécessité de défendre le Quartier Libre des Lentillères et son urbanisme créatif.

Dijoncter.info
contact@dijoncter.info